

Le budget

augmenter l'impôt de la famille moyenne et à faire diminuer l'impôt des riches, à faire diminuer l'impôt des sociétés et, par le fait même, à créer une économie de plus en plus mal en point.

Comme je l'ai mentionné aujourd'hui, à la période des questions, certaines échappatoires fiscales sont particulièrement choquantes et incroyables. Je trouve tout à fait inconcevable que le gouvernement, après en avoir été informé, ait décidé de conserver à l'intérieur du régime fiscal une disposition permettant aux entreprises de retenir des services d'accompagnement pour leurs clients. Aujourd'hui, j'ai posé une question au ministre des Finances à ce sujet et il a refusé de répondre. Je crois qu'il était gêné. Il a toutes les raisons de l'être. Le gouvernement devrait être gêné de ce qu'il a consenti aux riches, aux puissants et aux bien nantis de ce pays, alors que la population est mise à si rude épreuve d'un océan à l'autre.

En examinant le budget, on constate que non seulement il ne comprend aucune mesure de création d'emplois, mais qu'il en comporte d'autres qui suppriment des emplois. Ainsi, il prévoit la suppression d'un excellent programme de coopératives d'habitation, programme dont ont bénéficié des milliers de Canadiens, non seulement ceux qui ont des logements dans ces coopératives, mais aussi ceux qui les construisent, ceux qui produisent les matériaux servant à leur construction. En réduisant. . . Monsieur le Président, je crois que vous faites une légère erreur dans le minutage de mon temps de parole. Il était environ 16 heures lorsque j'ai commencé à parler. Si vous me permettez de continuer. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): Je veux bien me faire comprendre. Il vous reste deux minutes.

M. Langdon: Monsieur le Président, tout ce que je puis dire, c'est que j'ai regardé l'horloge quand j'ai pris la parole et que, dans la mesure où seulement quinze minutes se sont écoulées depuis, je trouve pour le moins curieux qu'il ne me reste que deux minutes.

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît. Je rappelle au député que je lui ai accordé deux minutes de plus que le temps habituellement prévu, à cause de l'interruption. Il vous reste deux minutes.

M. Langdon: À mon avis, le budget dont nous sommes saisis devrait répondre aux besoins des Canadiens, mais il répond plutôt aux attentes des grandes entreprises de notre pays. On ne saurait se surprendre que le ministre des Finances, lorsqu'il a parlé aujourd'hui de ceux qui

appuyaient son budget, a mentionné le Conseil canadien des chefs d'entreprises, la Chambre de commerce et les manufacturiers. Cela n'a rien de surprenant. Ce budget a été préparé à leur intention, pas pour le contribuable canadien moyen. Voilà la réalité.

• (1620)

Le gouvernement et le ministre doivent voir la réalité en face.

Il a parlé de réalisme avant de présenter son budget. Il doit admettre que la réalité est sombre et dure actuellement au Canada. Beaucoup de Canadiens sont en chômage.

Il nous aurait donc fallu un budget qui alliait compassion, force et leadership et qui redonnait des emplois aux Canadiens. Ce n'est pas là ce qui se dégage du budget à l'étude aujourd'hui, et c'est pourquoi je veux présenter un sous-amendement. Je propose donc:

Qu'on modifie l'amendement a) en ajoutant, à la suite du mot «vue», ce qui suit:

«; qui en particulier, n'élimine pas les échappatoires fiscales injustes dont bénéficient les riches»; et

b) en ajoutant, à la suite des mots «croissance économique», ce qui suit:

«afin de parvenir au plein emploi au Canada et de diminuer de façon significative les dépenses militaires, libérant ainsi des fonds pour favoriser l'expansion de l'emploi».

Ce sous-amendement nous met sur une voie qui nous aidera à redonner des emplois aux chômeurs et à redonner à tous les Canadiens une lueur d'espoir quant à l'avenir de notre pays.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, j'ai prêté une oreille attentive au discours du député de Windsor et je dois dire que je partage son avis sur bien des points.

J'espérais que le ministre des Finances allait adopter une attitude beaucoup plus rigoureuse à l'égard de la réforme fiscale. Tous les députés le savent, je suis en faveur d'une réforme fiscale en profondeur.

J'aurais cru que ce budget serait plus substantiel, qu'il aurait comporté beaucoup plus de mesures en faveur de la formation. Je partage l'avis du député de Windsor à ce sujet.

En écoutant les propos du député, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à ma province, l'Ontario. Certaines critiques qu'il a adressées au gouvernement pourraient également s'appliquer au premier ministre de l'Ontario.